



Les attentes des citoyens vis-à-vis du Fonds social européen

Enquête Eurobaromètre

La plupart des Européens pensent que l'UE peut aider activement leur pays à surmonter les effets de la crise économique.

Selon un sondage d'opinion récent, ils sont de plus en plus nombreux à connaître l'existence du Fonds social européen (FSE) et à avoir leur propre idée des domaines vers lesquels l'Europe devrait orienter ses efforts.

Introduction

Au cours des dix prochaines années, l'UE va mettre en œuvre la stratégie Europe 2020 afin de favoriser la reprise économique, la croissance et la création d'emplois dans ses 27 États membres.

Le Fonds social européen (voir encadré à la page 2) jouera un rôle essentiel dans la réussite de cette stratégie. Il s'agit en effet du principal instrument dont l'UE dispose pour contribuer à améliorer l'employabilité et l'adaptabilité des citoyens, renforcer l'éducation et les compétences, et lutter contre la discrimination et l'exclusion sociale.

En juin 2010, la Commission européenne a lancé une enquête Eurobaromètre afin d'évaluer les perceptions et l'opinion des citoyens européens vis-à-vis du rôle du FSE. Cette fiche d'information résume les résultats de cette enquête.

Principales conclusions

- Les Européens considèrent que, dans le domaine social et de l'emploi, l'UE doit agir en priorité pour réduire le chômage (63%), ensuite dans la lutte contre la pauvreté (voir figure 1).

- Plus de la moitié des Européens (56%) souhaitent que l'Europe investisse en premier lieu dans la création d'emplois.
- Une majorité (59%) estime que le FSE doit agir dans l'ensemble de l'UE, et pas uniquement dans les régions les plus pauvres.

Figure 1: Priorités pour l'action de l'UE



EU-27

Source: Eurobaromètre spécial 350/Vague 73.5 – page 6
http://ec.europa.eu/employment_social/esf/docs/ebs_350_fr.pdf



1. Le chômage en tête

Le chômage a toujours été un enjeu majeur pour les Européens, même en cas de conjoncture favorable. Il n'est donc pas surprenant qu'il arrive en tête des priorités en période de ralentissement économique. En Lituanie, en Lettonie et en Espagne, plus de 80 % des personnes interrogées le considèrent comme

une priorité absolue. Ce chiffre s'explique aisément par les taux de chômage enregistrés dans ces pays: 20 % en Espagne et en Lettonie (le taux le plus élevé de l'UE), et 17 % en Lituanie.

Une analyse plus approfondie de ce groupe révèle que les personnes les plus préoccupées par le chômage sont elles qui sont moins qualifiées ou sans emploi, et celles

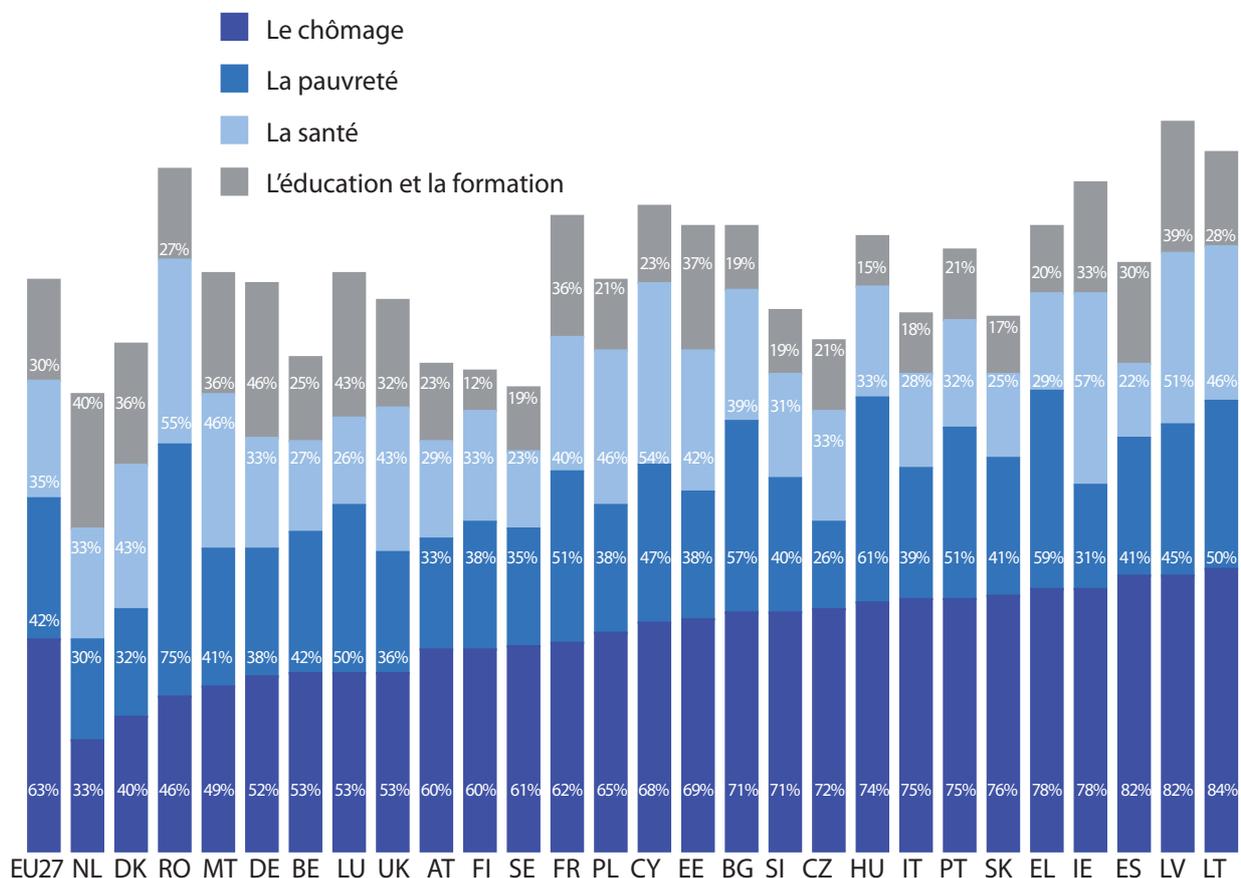
Les actions du Fonds social européen

Le Fonds social européen est le principal outil de l'UE pour investir dans les personnes. Il soutient des initiatives qui, à long terme, améliorent leurs perspectives d'avenir. Par exemple, il cofinance des projets:

- qui aident les demandeurs d'emploi ou les personnes défavorisées à se former ou à mettre à niveau leurs compétences, ainsi qu'à trouver un emploi;
- qui luttent contre la discrimination et qui permettent aux groupes vulnérables d'intégrer le marché du travail et de jouer un rôle actif dans la société;
- qui améliorent les systèmes d'éducation et de formation pour renforcer les compétences et les connaissances;
- qui encouragent les travailleurs et les entreprises à s'adapter aux mutations économiques et qui favorisent les partenariats afin d'améliorer le lieu de travail et les emplois.

Entre 2007 et 2013, le FSE investit plus de 10 milliards d'euros par an dans l'ensemble des États membres, soit plus de 10 % du budget total de l'Union européenne.

Figure 2: Priorités pour l'action de l'UE par État membre





qui vivent dans l'insécurité financière ou qui s'identifient comme appartenant aux échelons les plus bas de l'échelle sociale. Le chômage est également un enjeu prioritaire pour les personnes de 40 ans et moins, mais son importance diminue parmi les groupes plus âgés.

2. Priorité à la lutte contre la pauvreté

La pauvreté arrive en deuxième position sur la liste des problèmes auxquels l'UE doit s'atteler (42%), mais son importance varie davantage d'un État membre à l'autre (voir figure 2). Les citoyens y accordent une plus grande importance lorsque le risque de pauvreté est élevé (voir la brochure sur le FSE et l'exclusion sociale): trois quarts des Roumains souhaitent que l'UE donne la priorité à la lutte contre la pauvreté, contre seulement un quart des Tchèques. Les femmes s'en soucient un peu plus que les hommes, et de toutes les tranches d'âge, ce sont surtout les personnes âgées de 55 ans et plus qui souhaitent que l'UE lutte contre la pauvreté.

S'engager dans la lutte contre la pauvreté

2010 a été l'Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Et le FSE, qui se consacre principalement à la promotion de l'emploi, contribue également à réduire le risque de pauvreté. En donnant aux individus la possibilité de se prendre en charge, il leur permet d'améliorer leur qualité de vie et de se prémunir contre la pauvreté et la marginalisation.

Le FSE soutient les États membres en évitant l'exclusion sociale des personnes défavorisées et en les intégrant dans le marché du travail.

Les politiques actives en matière d'emploi et l'offre de services clés tels que la garde d'enfants demeurent des instruments essentiels. L'éducation joue également un rôle décisif lorsqu'il s'agit de rompre la transmission de la pauvreté d'une génération à l'autre. Le FSE permet aux demandeurs d'emploi et aux personnes inactives de trouver du travail et aux jeunes défavorisés d'acquérir des compétences de base ou une qualification utile.

3. L'éducation et la formation: un domaine clé du FSE

Le renforcement des compétences et des qualifications par l'éducation et la formation rend les individus plus aptes au travail et leur permet d'échapper à la

pauvreté. Le FSE y consacre une grande partie de ses fonds. En Allemagne, 46% des personnes interrogées souhaitent que l'UE s'attaque en priorité à cette question, contre seulement 12% en Finlande. Cet écart peut s'expliquer par les différences dans les systèmes d'éducation et la satisfaction globale du public à leur égard. Ce sont les cadres, les étudiants et les personnes les plus qualifiées qui sont les plus susceptibles d'exiger une action dans ce domaine. Contrairement aux réponses concernant la pauvreté, une proportion plus élevée d'hommes et de jeunes âgés de 15 à 24 ans considèrent l'éducation et la formation comme une priorité. Seulement 20% des personnes qui ont quitté l'école à 15 ans ou qui connaissent des problèmes financiers pensent que l'éducation et la formation constituent la priorité la plus importante.

4. Un intérêt particulier pour la santé

Les Européens considèrent la santé comme le troisième enjeu le plus important pour l'action de l'UE dans le domaine social (35%), en particulier à Chypre, en Irlande, en Lettonie et en Roumanie. Le FSE finance de nombreux projets étroitement liés aux questions de santé, notamment les soins de santé mentale, l'amélioration des conditions de travail pour les personnes handicapées ou l'aide à la désintoxication des toxicomanes.

5. Les autres préoccupations

Pour un quart des Européens, favoriser l'égalité des chances est une priorité de l'UE. Mais elle passe après la lutte contre la criminalité (27%). Les Européens pensent que l'Union doit également agir en matière de changement climatique (18%) et de vieillissement de la population (17%), alors que seulement 11% d'entre eux estiment que l'UE doit accorder la priorité à l'intégration des minorités. Si le niveau de préoccupation concernant l'intégration des minorités ne semble pas être lié à leur importance relative dans la population nationale, cette question demeure toujours une priorité dans des pays comme le Danemark, la Suède et les Pays-Bas, qui, par le passé, ont concentré des ressources du FSE dans ce domaine.

Les positions vis-à-vis du changement climatique varient énormément. Les pays nordiques, en particulier, le considèrent comme l'une des priorités de l'UE, tandis que seule une infime minorité des personnes sondées en Pologne, en Lituanie et en Lettonie pense que ce thème est prioritaire. Cette différence révèle non seulement des disparités économiques, mais aussi des différences de vue entre les États membres vis-à-vis des responsabilités fondamentales de l'UE.

Des résultats positifs

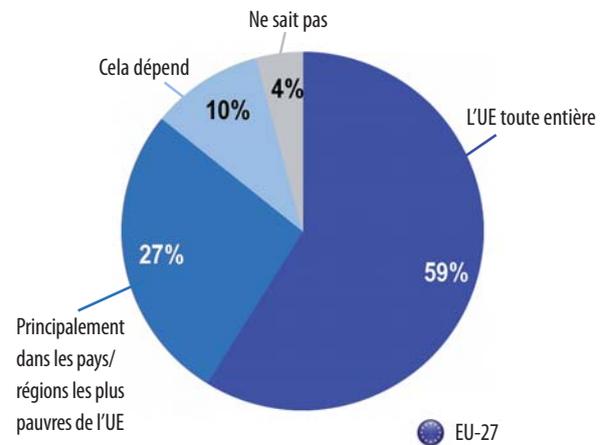
Eu égard à la création d'emplois et à l'atténuation des effets de la crise économique, la majorité des Européens attend beaucoup de l'UE. En 2009, une enquête Eurobaromètre a révélé qu'ils étaient 72 % à penser que l'Europe avait été efficace en termes de création d'emplois et de lutte contre le chômage. Une proportion encore plus élevée d'entre eux (78 %) pense que l'UE améliore l'accès à l'éducation et à la formation, tandis que 76 % des Européens apprécient le rôle qu'elle joue dans la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes. 73 % des personnes interrogées affirment qu'elle joue un rôle positif dans la lutte contre d'autres formes de discrimination.

Informations complémentaires: Eurobaromètre spécial 316 http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb_special_320_300_fr.htm

6. La solidarité du FSE dans toute l'UE

Les ressources du FSE sont utilisées dans l'ensemble de l'Europe. La création d'emplois, la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, ainsi que la formation d'une main-d'œuvre qualifiée et flexible sont des objectifs communs à tous les États membres, et tous leurs citoyens peuvent bénéficier d'un soutien du FSE. L'enquête révèle que la plupart des Européens sont d'accord avec cette approche: 59 % d'entre eux estiment que l'UE doit être active dans le domaine social et de l'emploi partout en Europe, alors qu'ils sont 27 % à penser qu'elle devrait cibler les régions les plus pauvres. Les réponses varient toutefois selon la situation économique. En effet, dans les pays les plus riches, davantage de personnes prônent une approche globale (78 % aux Pays-Bas, 75 % au Royaume-Uni et 70 % en Finlande).

Figure 3: En ce qui concerne l'emploi et le social, l'UE doit agir dans... ?



Source: Eurobaromètre spécial 350/Vague 73.5 – page 24
http://ec.europa.eu/employment_social/esf/docs/ebs_350_fr.pdf

Alors que les citoyens des États membres les plus pauvres (Lettonie, Lituanie et Bulgarie) préfèrent généralement que les ressources soient consacrées uniquement aux régions moins développées.

Conclusions

L'enquête révèle que le FSE parvient à cibler les problèmes qui préoccupent les citoyens, en particulier au lendemain de la crise économique, à savoir: améliorer l'accès à l'emploi et la création d'emplois, contribuer à réduire la pauvreté, et offrir l'éducation et la formation dont ils ont besoin pour avoir une vie meilleure.

En outre, l'enquête confirme que la majorité des Européens est en faveur d'une intervention du FSE à travers toute l'Europe. Elle démontre par ailleurs que de plus en plus de citoyens de l'UE comprennent l'action du FSE.

Pour plus d'information sur nos publications:

http://ec.europa.eu/employment_social/esf/library/library_fr.htm



Pour en savoir plus:

Service d'information de la DG emploi, affaires sociales et inclusion

Unité Communication

B-1049 Bruxelles

Fax: +32 2 296 23 93

E-mail: esf@ec.europa.eu

<http://ec.europa.eu/esf>